

MANIFESTATION UNITAIRE DU 10 NOVEMBRE :

La dernière chance du gouvernement

Par Herman Goulet-Ouellet, étudiant en sciences informatiques et mathématiques

Le 10 novembre prochain à Montréal, les étudiantes et étudiants du Québec descendront dans la rue. Les gens se réuniront par milliers, et nous marcherons sur la ville.

RÉINVENTER LA ROUE

On ne réinvente pas la roue : le gouvernement annonce un nouveau saccage de nos services publics, dûment orchestré. Concrètement, cette hausse des frais va se traduire par une plus grande précarité, une hausse de la charge de travail et une explosion de l'endettement, autant chez les étudiants et les étudiantes que chez le ménage moyen.

On ne réinvente pas la roue : lorsque le gouvernement attaque, des gens se lèvent pour riposter. Depuis l'annonce du budget, des étudiantes, des étudiants et des gens provenant de divers milieux populaires descendent dans les rues pour manifester. Ils et elles occupent des bureaux, écrivent des textes et des mémoires pour faire comprendre aux gens l'absurdité de la situation. La mobilisation s'organise.

L'Histoire nous donne de nombreux exemples de populations qui sont restées debout, pendant des mois si nécessaire, à l'instar des étudiants et étudiantes du Chili qui sont en lutte pour le droit à l'éducation depuis plus de cinq mois et qui ne démordent pas. Certaines luttes ont échouées, mais d'autres ont aussi été gagnées, des luttes longues et féroce ment menées pour défendre les droits sociaux. C'est à nous, collectivement, de décider de l'issue de celle que nous menons maintenant. Chaque geste compte.

LE SENS DE CETTE MANIFESTATION

La manifestation du 10 novembre ne vient pas de nulle part : le Rassemblement National Étudiant – un grand forum étudiant qui réunissait en mai dernier une soixantaine d'associations étudiantes locales – prescrivait la tenue de cette manifestation. L'objectif est de réunir des étudiants et des étudiantes provenant du plus grand nombre d'associations étudiantes possible.

Toutes les associations étudiantes nationales¹ s'entendent sur l'importance de faire de cette manifestation le pic de la mobilisation de l'automne. La force de l'ultimatum qui sera lancé au gouvernement en sera d'autant plus grande. Il faut lui faire comprendre que la population étudiante a déjà une base mobilisée et forte et qu'elle est prête à aller plus loin s'il ne recule pas.

Cette manifestation vise à montrer notre commune opposition à la hausse, pas notre uniformité; en témoignent les divergences entre les revendications des grandes associations nationales. Les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) revendiquent un gel des frais de scolarité pour l'année 2012. L'ASSÉ voit dans la hausse annoncée un problème plus global : la hausse de 2012 n'est qu'une accélération de celle déjà amorcée en 2007. Rappelons d'ailleurs qu'au terme de la hausse, en 2017, les frais de scolarité seront indexés au coût de la vie. Cette hausse s'inscrit dans un processus plus large qui vise à transformer l'éducation en un investissement personnel, alors qu'il s'agit d'un enjeu social. Si nous laissons passer cette hausse, ce sera la fin du Québec que nos parents et nos grands-parents ont bâti après la Grande noirceur, en partie fondé sur la démocratisation de l'éducation. Le clientélisme du gouvernement bafoue notre droit à l'éducation. Un simple gel n'est pas suffisant, c'est toute la logique de l'utilisateur-payeur – et par là, l'existence des frais de scolarité – que nous devons remettre en question.

« Il faut être clair : s'il ne revient pas sur sa décision de hausser les frais de scolarité, c'est une grève générale illimitée qui attend le gouvernement à l'hiver prochain. »

Le gouvernement déclarait, peu après l'annonce de la hausse, que nos manifestations ne l'effrayaient pas. Pour défendre l'accessibilité aux études, il faudra donc aller plus loin qu'une simple manifestation, même si les gens participent par milliers, même si de nombreuses associations étudiantes décident d'entrer en grève pour cette journée. Il faut être clair : s'il ne revient pas sur sa décision de hausser les frais de scolarité, c'est une grève générale illimitée qui attend le gouvernement à l'hiver prochain.

ET MAINTENANT

Maintenant, il faut sortir dans la rue pour rejoindre, le 10 novembre, des milliers de nos camarades de classe avec nos pancartes et nos slogans. Le 10 novembre prochain, nous mettrons notre pied par terre. Et si ensuite le gouvernement ne recule pas, nous avancerons. Charest et ses ministres semblent très nostalgique des années 60; nous leur montrerons que la combativité étudiante d'aujourd'hui n'a rien à envier à celle d'hier.

¹ L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), la Fédération Étudiante Collégiale du Québec (FECQ), la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ), la Table de Concertation Étudiante du Québec (TACEQ).

10 NOVEMBRE MANIFESTATION NATIONALE

ENSEMBLE, BLOQUONS LA HAUSSE

www.bloquonslahausse.com

14H À MONTRÉAL
PLACE ÉMILIE-GAMELIN (MÉTRO BERRI-UQAM)

Contre l'injustice : « Ne comptons que sur nos propres moyens! »¹

Maxime Larue-Bourdages, Étudiant en philosophie

Une lutte importante nous attend dans un avenir rapproché; une lutte qui déterminera non seulement si l'éducation restera un droit accessible à tous et à toutes, mais également une lutte qui tranchera à savoir si le mouvement étudiant est encore en mesure de lutter efficacement contre le gouvernement.

Historiquement, les étudiantes et les étudiants ont eu plus souvent gain de cause qu'ils et qu'elles n'ont subi de revers. Cependant, il est intéressant d'observer que la majorité de ces gains ont été obtenus dans des circonstances précises, conformément à une méthode d'action bien définie. En effet, lorsque le mouvement étudiant a mis de l'avant une stratégie combative, il a majoritairement obtenu ce qu'il exigeait. Par exemple, en 1996, les étudiants et les étudiantes ont bloqué la hausse des frais de scolarité au moyen de la grève. Ils et elles ont récidivé en 2005 face à une réforme de l'aide financière aux études. Autrement, dans les luttes où le mouvement étudiant a choisi la stratégie de la concertation, c'est-à-dire lorsqu'il a laissé à d'autres le soin de faire « entendre raison » au gouvernement, le résultat fut presque toujours un échec.

LE SYNDICALISME DE COMBAT : UNE STRATÉGIE EFFICACE

Quelle conclusion tirer de tout cela? Contre l'injustice : ne comptons que sur nos propres moyens. La pratique du syndicalisme de combat se résume dans cette petite phrase. Le principe du syndicalisme de combat est simple : lorsque vient le temps d'obtenir gain de cause face au gouvernement ou à un patron, le rapport de force est notre meilleur allié. Quand un gouvernement agit comme celui actuellement en place, avec un agenda politique contraire aux intérêts de la majorité, il faut le forcer à négocier de bonne foi avec nous à l'aide de ce rapport de force. C'est cet élément qui place notre interlocuteur en position d'égal à égal avec nous; c'est notre rapport de force qui atténue son pouvoir et qui nous en donne plus par la même occasion.

LE RAPPORT DE FORCE

Le rapport de force s'installe de différentes façons, il est le résultat de nos actions de perturbation et de la diffusion de notre discours dans l'espace public. On entend par perturbation notre capacité à faire déroger de leur cours normal les activités de la société, causant ainsi une pression directe sur le gouvernement. La diffusion de notre discours passe, pour sa part, par la production de matériel d'information (journaux, dépliants, affiches, etc.) ainsi que par la place médiatique que nos actions nous permettent d'obtenir. Plus le rapport de force est grand, plus la part médiatique qu'il prend le sera aussi. L'objectif est de perturber dans le but de forcer le gouvernement à se détacher des intérêts qu'il sert normalement pour servir les nôtres.

UN MODÈLE ORGANISATIONNEL

Également, le syndicalisme de combat est une pratique organisationnelle précise. Elle prend sa légitimité dans l'action de la base. Le syndicalisme de combat rejette la vision de la « représentativité » pour laisser place à celle de l'organisation directe de tous ceux et toutes celles qui veulent prendre part au mouvement. Les porte-paroles d'une organisation combative, par exemple, ne parlent pas « au nom de » qui que ce soit, ils et elles portent un discours que tous et toutes ont façonné. Également, le syndicalisme de combat rejette l'idée de déléguer notre rapport de force à d'autres qui seraient mieux placés

e-s que nous pour négocier une entente avec le gouvernement. Le rapport de force se construit par l'apport de chacune et chacun dans la préparation, la décision et l'organisation de tous les éléments du plan d'action, y compris les négociations. Le rôle de ceux et celles qui « négocient » pour une organisation combative est tout simplement de présenter les revendications et les conditions décidées collectivement par les étudiants et les étudiantes.

LA GRÈVE

Dans une stratégie combative, la grève est, au final, toujours le moyen ultime à employer. Devant une obstination bornée de la part d'un tiers, dans notre cas le gouvernement, elle est un moyen qui exerce d'abord lui-même une perturbation directe (les sessions étant, dans notre cas, chamboulées par la grève). De plus, elle libère une quantité non négligeable de temps pour mettre en place un plus grand nombre d'actions dérangeantes et de visibilité. La grève est certainement un sacrifice nécessaire, mais elle est également un double apport à notre rapport de force.

LE RÔLE DE LA LUTTE ACTUELLE

La lutte contre la hausse des frais de scolarité doit être gagnée non seulement pour préserver le droit à l'éducation, mais également pour faire la démonstration une fois pour toutes que devant l'injustice, la concertation est une trahison. Seuls l'organisation directe et le rapport de force sont des langages que peuvent comprendre le gouvernement et l'élite financière. Notre pratique, lors de cette lutte, doit servir d'exemple à celles qui la suivront. Nous devons gagner par la grève, la combativité, la démocratisation de l'organisation et par la perturbation. Nous ne devons compter que

1 Slogan de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) de 1971.

« [...] dans les luttes où le mouvement étudiant a choisi la stratégie de la concertation, c'est-à-dire lorsqu'il a laissé à d'autres le soin de faire « entendre raison » au gouvernement, le résultat fut presque toujours un échec. »

Qu'est-ce que l'ASSÉ?

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, près de 45 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d'un bout à l'autre du Québec. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

POUR UNE STRATÉGIE EFFICACE : LE SYNDICALISME DE COMBAT!

Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les luttes menées par les mouvements combattifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L'ASSÉ, C'EST SES MEMBRES!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégué-e-s en Congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale!

S'UNIR POUR ÊTRE PLUS FORTS!

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l'ASSÉ, s'impliquer dans ses structures, aller à vos assemblées générales et de promouvoir l'affiliation de votre association étudiante à l'ASSÉ! Affilier à l'ASSÉ ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l'éducation. Être membre de l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l'échelle nationale une stratégie de lutte efficace.

